



1^{er} mai 2014

Déclaration des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires d'Ille et Vilaine

**Salariés, dans le monde entier nos intérêts sont communs !
Non à l'austérité ! Oui à l'emploi, à l'augmentation du pouvoir d'achat,
à la protection sociale, aux services publics !!!!**

Le 1^{er} mai 2014, journée internationale pour la paix et pour les revendications du monde du travail, est marquée par l'austérité généralisée en France, en Europe mais aussi dans le monde.

En France, les préoccupations des salariés, des privés d'emploi et des retraités n'ont pas été prises en compte.

Au lendemain des élections municipales, le nouveau premier ministre entend poursuivre et accélérer la politique d'austérité de son prédécesseur. En agissant ainsi il répond aux exigences des marchés, du Medef, et de l'union européenne qui a osé placer la France sous "surveillance". Cette politique favorise la propagation des idées nationalistes, racistes ou discriminatoires que nous combattons.

Avec son pacte de solidarité, le président de la République ne répond toujours pas aux questions posées : vouloir augmenter le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales des salariés, c'est priver notre système solidaire de protection sociale des financements qui lui sont pourtant nécessaires.

L'objectif de baisse des impôts remplace celui du progrès social : aucun engagement n'est pris en faveur de l'amélioration des conditions de vie, de santé, de travail, de logement et du développement de l'industrie et des services publics. Bien au contraire, cela annonce des suppressions de lits dans les hôpitaux, des fermetures de classes, la diminution des postes... Sont aussi envisagés les suppressions des départements et de la moitié des régions, au moins dans leurs formes actuelles, avec des conséquences d'importances pour les agents et les citoyens.

Le 1^{er} Ministre confirme l'orientation du pacte de responsabilité visant à transférer le financement de la politique familiale vers la fiscalité. C'est la sécurité sociale, notre bien commun, qui est

attaquée ! C'est un détournement de fonds organisé de notre salaire socialisé.

Le Medef, quant à lui, en demande toujours plus en s'attaquant à l'assurance chômage ou en exigeant de la « souplesse » ou de la « flexibilité » supplémentaire en matière de droit du travail. Les exonérations de cotisations patronales s'additionnent, fragilisant notre protection sociale et ne créant aucun emploi.

Cela représente plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises alors que celles-ci ne contribuent qu'à hauteur de 65 milliards au titre de l'impôt.

Qui sont les assistés ?

Nos organisations considèrent qu'il est urgent de répondre aux attentes des salariés.

Plus que jamais les revendications sont le moteur du progrès social :

- Augmentation générale des salaires et des pensions dans le privé comme dans le public,
- Arrêt immédiat des plans de licenciements et de la casse des services publics,
- Maintien et renforcement d'une sécurité sociale solidaire,
- Développement des droits collectifs pour la protection des salariés du privé et maintien des statuts de la fonction publique.

Sur ces bases, les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires d'Ille et Vilaine appellent l'ensemble des salariés, des chômeurs et retraités aux rassemblements prévus le 1^{er} mai 2014

RENNES,	10h30	place de la Mairie
ST MALO,	10h30	porte Saint Vincent
VITRE,	10h30	place de la Gare
FOUGERES,	10h30	place Aristide Briand